



Le Bulletin des Mercuriens

La Gazette de l'Association **Non Au Mercure Dentaire**

Contact : Geoffrey Begon, 49 quai Comte Lair, 49400 Saumur

06 52 58 46 06 – namd.asso@gmail.com

Site : <http://www.non-au-mercure-dentaire.org/>

N° 11

Février 2014

EDITORIAL

Actualité chargée ! Tels sont les premiers mots qui s'imposent à la constitution du bulletin.

Agence Nationale de la Sécurité du Médicament, Association Dentaire Française, communiqué de presse sur le coût des filtres dont devront être équipés tous les crématoriums pour éviter les émanations de mercure dentaire, information des syndicats suite au procès gagné par une assistante dentaire en Norvège, contribution au projet de loi déposé prochainement à l'assemblée nationale...

L'association est sur tous les fronts.

Avec toujours le même objectif : être à la pointe du combat européen pour faire interdire au plus tôt l'amalgame dentaire, faire reconnaître l'intoxication au mercure et obtenir la prise en charge des malades.

Avec toujours la même attitude : apporter les éléments scientifiques au débat contradictoire, et conserver jalousement son autonomie d'action par indépendance financière, tout en nouant des partenariats étroits avec les autres associations qui militent pour la santé et l'environnement.

Mercure dentaire : le scandale qui valait (au bas mot) 82 millions d'Euros Communiqué de presse (23 janvier 2014)

Pensée magique : Dans son dernier éditorial, le Président de leur Ordre National des Chirurgiens Dentistes (ONCD) estime qu'à l'instar du nuage de Tchernobyl qui s'arrête à nos frontières, l'effet délétère des amalgames dentaires sur les écosystèmes s'exercerait partout ailleurs... mais pas en France !

Il lui semble en effet que les séparateurs d'amalgames installés dans les cabinets dentaires suffisent à résoudre tout problème. C'est oublier que les porteurs d'amalgames rejettent du mercure en continu dans l'environnement (urines, selles) ; que la petite souris ramène rarement les dents de lait obturées au mercure dans les cabinets dentaires afin qu'elles soient convenablement traitées ; ou encore que les patients finissent tôt ou tard par mourir et qu'il n'est pas dans nos usages de leur arracher les dents avant la mise en bière.

Les faits. En 2001, un rapport sénatorial relevait que la question du devenir du mercure dentaire lors des crémations « pouvait passer pour inconvenante ou anecdotique ». Une étude épidémiologique britannique a montré un risque significativement accru de malformations chez les nouveaux-nés dont les mères résident à proximité de crématoriums.

Pour parer à cet important problème environnemental et sanitaire, la Lettre Légibase état Civil du 7 janvier 2014 rappelle que « tous les crématoriums devront être pourvus avant le 16 février 2018 d'un système de filtrage afin de ne pas dépasser une certaine quantité de polluants (métaux lourds dont le mercure provenant des amalgames dentaires...) contenus dans les fumées rejetées dans l'atmosphère lors des opérations de crémation. » La route sera longue, puisque « seuls 34 crématoriums sur les 182 qui seront opérationnels en 2015, soit 19 %, seront équipés de ce système de filtrage. »

Le coût. Dans la grande majorité des villes disposant d'un crématorium, les équipes municipales nouvellement élues au printemps 2014 auront donc à charge d'assurer une mise aux normes dont le coût, précise la Lettre, dépasse en moyenne les 450 000 €. Si l'on s'en tient à ce chiffre de 450 000 € et qu'on le multiplie par le nombre de crématoriums (182 à ce jour, mais ce nombre augmente très vite), on calcule rapidement que le mercure dentaire – rien que pour les crématoriums – aura coûté aux Français environ 82 millions d'euros d'ici à quelques années ! Ce fardeau reposera de fait sur les citoyens et sur les familles endeuillées.

La solution. Pour notre part, afin que soit respecté le principe du pollueur-payeur, nous serions tentés d'adresser la note à l'Ordre des dentistes.

AU CŒUR DE LA BATAILLE

Le 7 janvier, plusieurs associations portant des problématiques de santé-environnement, dont faisait partie NAMD, étaient invitées par la Direction Générale de la Santé (DGS) et l'Agence chargée des produits de santé (ANSM) pour exprimer leur mécontentement vis-à-vis du fonctionnement de cette dernière. Nous avons relevé qu'il serait temps que l'ANSM dépasse la conception caduque de la santé publique qui réduit la sécurité du patient au fait de prévenir les risques d'infection.

Nous avons précisé que nous attendions des améliorations dans trois domaines :

1) **l'identification des risques** : nous attendons d'une Agence sanitaire qu'elle se saisisse, à tout le moins, des problématiques qui sont portées sur la place publique, comme le mercure dentaire, l'aluminium vaccinal, les champs électromagnétiques ou les perturbateurs endocriniens ;

2) **la conduite des expertises** : nous voulons, en tant qu'associations porteuses d'alertes sanitaires, être associées à l'élaboration de l'expertise ;

3) **la communication** : il est inacceptable que les bureaux de l'ANSM ne répondent pas aux sollicitations des associations représentant des usagers ou des acteurs du système de soins intéressant directement la sécurité des patients.

Nos interlocuteurs se sont efforcés de démontrer leur bonne volonté, en faisant valoir qu'ils mettent en place, depuis deux ans, un ensemble de dispositifs pour renforcer la transparence et le dialogue avec les associations de patients. En ce sens, nous avons été invités à participer à la réunion prévue pour l'ensemble des associations de patients le 22 janvier et à nous rapprocher du « comité d'interface des associations », dont le rôle est de faire remonter auprès de l'Agence les problématiques identifiées.

Concernant le mercure dentaire, nous avons appris que l'ANSM a relancé le Scenihp pour qu'il conclue enfin son expertise (dont la parution était prévue en

début d'année 2013). Surtout, **une nouvelle expertise a été confiée à l'équipe Inserm de Bordeaux, dirigée par Bernard Bégaud, afin de faire un point complet sur ce dossier.** Les chercheurs pourront retenir la méthodologie qu'ils jugeront la plus appropriée, en toute indépendance de l'Agence. Les résultats sont attendus fin mars, dans l'optique que l'ANSM puisse prendre des mesures en avril-mai. Le rapport passera derechef devant la commission « prévention des risques », de sorte que nous aurons à nouveau une possibilité d'intervention.

Suite à ce rendez-vous, nous avons retourné à l'Agence une lettre interassociative datée du 13 janvier, portant un certain nombre de propositions de réformes : donner une place aux associations en amont de l'expertise ; constituer un pôle chargé de repérer les risques émergents ; supprimer les substances dangereuses dans les produits de santé quand les alternatives existent ; créer une charte de l'expertise. Puis, le 20 janvier, NAMD a adressé un second courrier en son nom propre, notamment pour demander quelle question précisément a été posée à l'équipe du Pr Bégaud : « nous estimons qu'il ne suffit pas de se demander si le mercure dentaire est à l'origine de telle ou telle pathologie : **c'est la substance qui est en cause.** [Aussi est-il] nécessaire de prendre en compte les études toxicologiques, les études d'exposition et les études d'imprégnation, et **d'évaluer le risque en fonction de ce que l'on sait de l'ensemble des sources d'exposition chronique au mercure.** »

Nous avons également interpellé le 22 janvier le directeur de l'ANSM, M. Maraninchi, sur le questionnaire relatif à la matériovigilance : dans le cas des matériaux dentaires, il n'est pas toujours possible de relier directement la survenue d'effets indésirables à un événement (comme la pose, la dépose ou un travail sur amalgame) et moins encore d'indiquer la composition précise de ce que nous avons en bouche. M. Maraninchi a convenu du fait que le système de matériovigilance n'est pas le plus adapté concernant ce cas précis, mais il nous a assuré que tout signalement serait pris en considération. C'est pourquoi **nous invitons tous nos adhérents à envoyer un signalement à l'Agence : la procédure est devenue extrêmement simple, elle ne coûte rien, n'engage à rien, et nous permettra de faire nombre.** Vous trouverez des informations pratiques en dernière page.

NOUVELLES DES ALENTOURS

Enquête

Le Parisien

Le Parisien / Jeudi 16 janvier 2014 14

Plainte contre Sanofi Pasteur pour « escroquerie »

Selon des victimes du Revaxis, un vaccin à l'aluminium, le laboratoire aurait surestimé les effets indésirables d'un autre vaccin, le DT Polio, pour des motifs financiers. Sanofi dément.



Toxicité de l'aluminium utilisé comme adjuvant vaccinal : plainte pour faux et usage de faux. Des membres de cette association, victimes de la myofasciite à macrophages (un syndrome de fatigue chronique induit par l'aluminium des vaccins) ont déposé plainte le 16 janvier contre le laboratoire Sanofi Pasteur pour « atteinte à l'intégrité de la personne »,

« mise en danger de la personne », mais aussi pour « faux » et « escroquerie » : ils reprochent en effet au laboratoire d'avoir falsifié des données afin que soient surestimés les effets indésirables d'un vaccin qui ne contenait pas d'aluminium, pour qu'il soit retiré du marché – le vaccin contenant de l'aluminium générant davantage de profits.

L'Assemblée nationale commence à prendre en compte les problèmes sanitaires liés aux ondes électromagnétiques. Les députés ont adopté le 23 janvier une proposition de loi qui entend modérer l'exposition de la population. Les antennes-relais ne pourront plus être implantées qu'au terme d'une procédure d'information et de concertation impliquant le maire et les riverains ; le WI FI sera interdit dans les crèches ; on effectuera un recensement des zones où le rayonnement électromagnétique dépasse sensiblement la moyenne nationale ; enfin, un rapport étudiera l'opportunité de créer des zones à rayonnement électromagnétiques limités et il évaluera l'efficacité des dispositifs d'isolement aux ondes.

AU CŒUR DE LA BATAILLE

Convention ADF/État. Rappelez-vous : en novembre dernier, le gouvernement repoussait un amendement écologiste instaurant une taxe dissuasive sur le mercure dentaire, au prétexte que l'Association Dentaire Française (ADF) était sur le point de signer avec l'État une convention dans laquelle elle s'engagerait à diminuer sa consommation de mercure. À force d'insistance, nous avons pu faire en sorte que le ministère de l'Écologie nous transmette le texte de cette convention. Celle-ci comprend en fait deux lignes sur le mercure, qui concernent « l'installation obligatoire d'un séparateur d'amalgame contenant du mercure (pour récupérer le mercure) dans les cabinets dentaires » et la « promotion des solutions alternatives aux obturations contenant de l'amalgame avec du mercure, promotion de la non utilisation de ces amalgames dans les dents de lait et information des patients sur l'existence de ces alternatives ». Il faut noter que le premier point est simplement le respect de la Loi. Quant au second point, il est suffisamment vague pour ne pas constituer un engagement réel. Nous

avons écrit à l'ADF pour obtenir des précisions : une réponse nous a bien été retournée, mais celle-ci évitait soigneusement nos interrogations.

Alertes. Marie Grosman, notre conseillère scientifique, est intervenue le 27 janvier sur la question des neurotoxiques lors de la première journée d'un cycle de conférences sur les lanceurs d'alerte organisé au Sénat. Lors de futures conférences, Marie Grosman reviendra sur le dossier du mercure dentaire et Geoffrey Begon interviendra sur la nécessité de regrouper les associations de malades.

Projet de loi contre le mercure dentaire. Le texte est en cours de rédaction au Sénat. NAMD sera auditionnée dans ce cadre le 25 février.

Actions de groupe. Les parlementaires EELV ont déposé un projet de loi demandant qu'il soit possible de déposer des plaintes collectives dans les domaines de la santé et de l'environnement. NAMD est en train de coordonner une pétition interassociative pour soutenir ce projet. Préparons-nous à déployer très largement cette pétition dans notre entourage !

L'ACTUALITE DU MERCURE DENTAIRE



Au mois de janvier, la Cour suprême de Norvège a reconnu que le mercure, qui compose pour moitié les amalgames dentaires, est à l'origine de maladies chez les assistants dentaires qui en inhalent les vapeurs au quotidien. Cette décision de justice constitue une avancée majeure, comparable à celles qui ont été prises dans le dossier de l'amiante il y a plusieurs années.

NAMD a constitué un dossier reprenant les points saillants des expertises, de la réglementation et des connaissances sur l'exposition des professionnels de la dentisterie, afin d'apporter ces informations aux syndicats et aux organismes chargés de la surveillance des conditions de travail. Le dossier ci-dessous, dont la version complète sera à retrouver sur notre site, reprend les éléments nouveaux de notre documentation.

En 2003, l'INRS a admis le risque d'hydrargyrisme pour les professions dentaires, qui « se traduit le plus souvent après plusieurs années d'exposition par une instabilité émotionnelle, une fatigue excessive, des troubles de la concentration, un état dépressif, la présence d'un goût métallique dans la bouche et parfois des troubles de la vision avec constriction du champ visuel. La symptomatologie neurologique apparaît plus tardivement et se manifeste par des troubles sensitifs des extrémités, tels une paresthésie, un engourdissement s'aggravant à l'effort, des troubles de la sensibilité thermique, pallesthésique et kinesthésique. L'électromyogramme peut mettre en évidence une polyneuropathie sensorielle. Quand les troubles atteignent les membres supérieurs, les praticiens sont gênés dans leur travail, notamment par le tremblement mercuriel, qui apparaît lors des gestes fins, et par les troubles de la coordination. »

L'INRS recense également un certain nombre d'études montrant que, dans une certaine proportion de cabinets dentaires, la valeur limite d'exposition en milieu professionnel, désormais fixée à 20 µg Hg/m³ pour 8 heures, pourrait être dépassée.

Du reste, la notion même de « seuil » est contestable ; l'OMS admet que « selon des études récentes, il n'existerait pas de seuil en dessous duquel ne se produiraient pas d'effets indésirables ». *A fortiori*, le seuil de 20 µg/m³ paraît extrêmement laxiste. Ainsi, dans sa thèse de médecine du travail, Valérie SCHACH-BOOS rappelle : « En 1997, lors d'une conférence sur la qualité de l'air à Bruxelles, la valeur de 1 µg de mercure/m³ a été retenue comme toxique pour une exposition environnementale pendant un an. Ce sont des valeurs auxquelles les dentistes peuvent facilement être soumis, puisque nous avons évalué leur exposition professionnelle entre 0,70 µg/m³ et 2,70 µg/m³ selon qu'ils travaillent sans ou avec amalgame. »

En 2008, le comité scientifique européen des risques sanitaires émergents et nouveaux (SCENIHR) relevait à son tour :

- a) des niveaux de mercure urinaire plus élevés dans l'urine des dentistes que dans la population générale ;
- b) cette élévation du mercure urinaire est attribuée au fait de triturer le mercure ainsi qu'à la pose et à la dépose des amalgames ;
- c) les dentistes ont plus d'affections du rein que la population générale ;
- d) dans 25 % des actes chirurgicaux avec amalgames relevés dans une étude, les concentrations de mercure dans la zone où travaillent les professionnels dépassent les standards de l'exposition professionnel ;
- e) la source principale d'intoxication des dentistes vient en particulier des déposes – si bien que la nouvelle présentation des amalgames, sous forme encapsulée, ne répond pas de manière suffisante au problème de l'exposition professionnelle.

Extraits de fiches produit et de fiches de sécurité de divers amalgames dentaires



Exalloy SP

R26 : Très toxique par inhalation.

R61 : Risque pendant la grossesse d'effets néfastes pour l'enfant.

R48/23 : Toxique : risque d'effets graves pour la santé en cas d'exposition prolongée par inhalation.

R50/53 : Très toxique pour les organismes aquatiques, peut entraîner des effets néfastes à long terme pour l'environnement aquatique. »

Septalloy NG 70

1. Stocker les capsules d'amalgames dans un endroit frais et ventilé (=25°C).
2. Travailler dans des locaux ventilés avec des revêtements non textiles décontaminables.
3. Toujours réaliser sous refroidissement, aspiration et champ opératoire le fraisage et le polissage de l'amalgame.
4. Condenser l'amalgame par les moyens classiques (fouloir non strié) et ne pas utiliser de condensateur à ultrasons.
5. Ne pas placer d'amalgames dentaires au voisinage d'autres restaurations métalliques, afin d'éviter tout risque de corrosion.
6. Eviter par prudence la pose et la dépose d'amalgames pendant la grossesse et l'allaitement.
7. En cas de survenue de réactions locales, notamment de lésions lichénoïdes au voisinage d'un amalgame, il est justifié de déposer l'obturation.

Dispersalloy (fiche américaine traduite par nos soins)

« Les systèmes neurologiques en développement du fœtus et du jeune enfant peuvent être plus sensibles aux effets neurotoxiques des vapeurs de mercure. Les informations cliniques concernant les effets sanitaires d'une exposition à long terme des femmes enceintes, des fœtus, des nourrissons allaités et des enfants de moins de six ans sont indisponibles ou très limitées. »

« Éviter l'inhalation : ce produit peut être nocif si les vapeurs sont inhalées. Utiliser avec une ventilation adéquate. Si possible, l'utilisation de barrières de protection telles que les digues en caoutchouc, l'évacuation à grande échelle et le port d'un masque de protection lors de la pose et de l'enlèvement sont recommandés. Apporter de l'oxygène ou une respiration artificielle si nécessaire. »

Réglementation

En France, l'hydrargyrisme (intoxication au mercure) a été avec le saturnisme (intoxication au plomb) la première maladie professionnelle reconnue, en 1919. Toutefois, le code du travail élude une grande part de la cette question : la seule interdiction qui pèse concerne l'emploi d'une « femme enceinte ou allaitant à l'emploi du mercure et de ses composés aux travaux de secrétage dans l'industrie de la couperie du poil ».

Toutefois, dans le cadre législatif européen en matière de santé et de sécurité au travail, la directive 98/24/CE oblige l'employeur à prendre des mesures pour protéger la santé et la sécurité des travailleurs exposés à des produits chimiques dangereux – évaluation des risques ; suppression (**l'employeur « aura de préférence recours à la substitution »**) ou réduction du risque au minimum (ventilation, protection individuelle) ; mesure régulière « des agents chimiques pouvant présenter des risques » ; information des travailleurs. L'employeur doit également surveiller la santé du salarié ; la directive 2009/161/UE sur les valeurs limites indicatives d'exposition professionnelle précise l'importance de cette mesure dans le cas du mercure en faisant valoir que celui-ci « a des effets cumulatifs sur la santé potentiellement graves ».

D'autre part, la directive 92/85/CEE prévoit que l'employeur d'une femme enceinte ou allaitante exposée à certaines substances dangereuses, y compris le mercure, apprécie « tout risque pour la sécurité ou la santé ainsi que toute répercussion sur la grossesse ou l'allaitement des travailleuses » et qu'il détermine « les mesures à prendre ».

VIE DE L'ASSOCIATION

Adresser un signalement à l'ANSM : Comment faire ? Cette démarche est essentielle d'un point de vue collectif, pour répondre à l'objection qui nous est très souvent faite, selon laquelle l'Agence du médicament (ANSM) n'aurait connaissance que de très rares plaintes d'effets secondaires concernant les amalgames dentaires. De manière plus générale, il faut comprendre que les autorités sanitaires ne peuvent identifier un risque que si elles disposent soit d'éléments scientifiques pointant ce risque, soit de signalements d'incidents.

Or, adresser un signalement est devenu extrêmement simple. Il convient de se rendre sur le site de l'ANSM – à la page suivante pour les patients : <http://ansm.sante.fr/Declarer-un-effet-indesirable/Votre-declaration-concerne-un-dispositif-medical/Votre-declaration-concerne-un-dispositif-medical/Votre-declaration-concerne-un-dispositif-medical-Vous-etes-un-patient>

Après avoir réalisé votre déclaration sur le formulaire à télécharger, vous la retournez à l'Agence par courrier ou par courriel – les coordonnées vous sont également indiquées.

L'Agence devrait revenir vers vous après quelques jours : elle vous demandera d'apporter des informations complémentaires – notamment

sur la composition des matériaux. Ne vous inquiétez pas si vous n'êtes pas en mesure de répondre : vous pourrez répliquer que c'est à l'Agence de faire en sorte que les patients aient connaissance de la composition des matériaux qu'on leur met en bouche : dans la situation actuelle, il vous est à peu près impossible de répondre à cette demande.

D'autre part, l'Agence devrait vous proposer un rendez-vous dans un centre anti-poison. Vous êtes tout à fait libre de refuser, en faisant valoir que le protocole mis en place par l'Agence est prévu non pas pour diagnostiquer une intoxication chronique, mais pour psychiatriser les patients. Vous pouvez également accepter ce rendez-vous : NAMD se tient à votre disposition pour vous y accompagner.

Porter plainte contre votre praticien pour non-respect du consentement éclairé du patient.

Votre dentiste a posé à votre insu un amalgame dans votre bouche ou dans celle de votre enfant ? L'information pleine et entière des patients est pourtant une obligation. Personne ne s'est encore emparé de ce levier d'action, que nous évoquons dans notre bulletin de décembre : il s'agit pourtant d'une bataille que nous sommes presque certains d'emporter !

Merci de contacter Geoffrey Begon (coordonnées en page 1) pour toute démarche que vous souhaiteriez entreprendre en ce sens.



☐ **J'adhère à l'association Non au Mercure Dentaire**

☐ **Je renouvelle mon adhésion**

☐ **Cotisation annuelle : 30 Euros**

Nom, Prénom : _____

Adresse : _____

Cp, ville : _____

Tél : _____

Mail : _____

☐ **Je soutiens l'action de Non au Mercure**

Dentaire, je fais un don de : _____ Euros

☐ **Je souhaite recevoir un reçu fiscal.**

Si vous êtes imposable sur le revenu, vous bénéficiez d'une réduction d'impôts égale à 66% de votre don dans la limite de 20% de votre revenu imposable.
Par exemple, un don de 100 Euros ne revient qu'à 33 € après déduction fiscale.

J'envoie ce bulletin et mon chèque à l'association : voir coordonnées en page 1.

NOUVEAU : Il est désormais possible de régler directement par virement bancaire !

Voir le bulletin joint.